

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204496]

29 AVRIL 2024. — Décret relatif à l'octroi de subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le centre : tout centre public d'action sociale tel que visé par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, situé en région de langue française;

2° l'initiative d'économie sociale :

a) la structure agréée en vertu du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, ou de toute législation similaire applicable en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale;

b) le centre d'insertion socioprofessionnelle agréé en vertu du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

c) l'initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé I.D.E.S.S., agréée en vertu du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des " Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale ", en abrégé : " I.D.E.S.S. ";

d) l'entreprise de réutilisation telle que visée par l'article 1^{er}, 8°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation;

e) l'entreprise de travail adapté telle que visée par la Partie deuxième, Livre V, Titre IX, chapitre IV, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

f) la régie de quartier agréée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale;

3° l'utilisateur : la personne morale ou physique auprès de laquelle un travailleur est mis à disposition en vertu de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

4° l'utilisateur du secteur non marchand : l'utilisateur qui, dans le cadre de ses activités, poursuit un but désintéressé au sens du Code des sociétés et des associations;

5° l'utilisateur du secteur marchand : l'utilisateur qui, dans le cadre de ses activités, poursuit un but qui ne peut être considéré comme désintéressé au sens du Code des sociétés et des associations;

6° l'employeur article 61 : la personne morale ou physique qui conclut avec un travailleur un contrat de travail en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

7° l'opérateur administratif et technique : le Service public fédéral de programmation Intégration et Économie sociales, Lutte contre la Pauvreté;

8° l'entrée en service : le jour où le travailleur débute l'exécution du contrat de travail.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, sont présumés répondre à la définition d'utilisateur du secteur non marchand :

1° les associations sans but lucratif, telles que visées à l'article 1: 6, § 2, du Code des sociétés et des associations;

2° les fondations d'utilité publique telles que visées à l'article 1: 7 du Code des sociétés et des associations;

3° les pouvoirs publics;

4° les sociétés de logement de service public.

CHAPITRE 2. — *Dispositions communes*Section 1^{ère}. — *Accompagnement par le centre*

Art. 2. § 1^{er}. Le centre garantit, par le biais d'entretiens réguliers avec le travailleur, un accompagnement social et un accompagnement professionnel pendant toute la durée de sa mise à l'emploi.

Le Gouvernement détermine la fréquence minimale des entretiens que le centre réalise.

§ 2. L'accompagnement social implique que le centre soutient le travailleur face aux difficultés d'ordre social qu'il rencontre afin qu'elles ne constituent pas un obstacle à son acquisition d'expérience de travail et à son insertion durable sur le marché du travail.

L'accompagnement professionnel implique, sur la base d'un bilan reprenant ses qualifications et ses compétences :

1° l'élaboration avec le travailleur de son projet professionnel;

2° l'identification des actions à entreprendre durant le contrat de travail en vue de son insertion durable sur le marché de l'emploi, y compris :

a) le suivi de formation;

b) la certification;

c) la validation de compétences;

d) la recherche d'emploi.

§ 3. Le centre prépare, au plus tard trois mois avant la date de fin du contrat de travail, la transition vers le FOREm de la prise en charge du travailleur, selon les modalités définies par ou en vertu du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Art. 3. Le Gouvernement fixe le contenu minimal des conventions visées aux articles 60, § 7, alinéa 5, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en matière d'encadrement, d'accompagnement, et de formation.

Section 2. — Obligations de l'utilisateur et de l'employeur article 61

Art. 4. § 1^{er}. L'utilisateur, interne ou externe, et l'employeur article 61 :

1° établissent une description de fonction qui est communiquée au travailleur et au centre selon les modalités que le Gouvernement fixe;

2° libèrent le travailleur le temps suffisant afin qu'il mette en place son projet professionnel tel que visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, et ce, à raison, en moyenne, d'une demi-journée par semaine au moins;

3° désignent au sein de son personnel un référent qui :

a) accueille le travailleur;

b) encadre le travailleur;

c) soutient le travailleur pour toutes les questions relevant de la fonction assumée;

d) assure la formation du travailleur;

4° mettent en place un dialogue régulier avec le centre par lequel ils l'informent de toute difficulté d'ordre social ou professionnel rencontrée par le travailleur;

5° procèdent à une évaluation de la collaboration avec le centre au terme du contrat de travail;

6° assurent l'égalité de traitement du travailleur par rapport aux autres travailleurs, veillent à son intégration au sein du personnel, évitent sa stigmatisation en garantissant, dans la mesure du possible, la confidentialité de son statut.

§ 2. Le centre et l'utilisateur ou l'employeur article 61 concluent une convention relative aux obligations énumérées au paragraphe 1^{er} pour l'ensemble des mises à disposition effectuées auprès de l'utilisateur.

§ 3. L'employeur article 61 n'est pas autorisé à licencier du personnel en vue d'un engagement effectué sur base de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Section 3. — Cumuls de subventions

Art. 5. Les subventions octroyées conformément à l'article 5, § § 4^{bis} et 4^{ter}, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale et aux articles 36, 37 et 38 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, ne sont pas cumulées.

Elles ne sont pas octroyées en même temps qu'un programme de remise au travail, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Cependant, elles peuvent être octroyées en même temps que les réductions de cotisations sociales et des interventions visant l'intégration socioprofessionnelle en faveur des personnes handicapées.

Section 4. — Octroi, liquidation, et récupération des subventions

Art. 6. § 1^{er}. Sur la base des informations dont il dispose via sa banque de données électronique, et conformément aux dispositions prévues par ou en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, l'opérateur administratif et technique procède à l'octroi, à la liquidation, et à la récupération des subventions octroyées conformément aux dispositions du présent décret.

Le Gouvernement peut adapter ou compléter les procédures d'octroi, de liquidation, et de récupération des subventions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, décide de la récupération totale ou partielle des subventions indument versées par toutes voies de droit en ce compris par compensation sur les subventions à échoir.

Art. 7. Par dérogation à l'article 61, 5^o, b), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les montants trop perçus versés aux centres au cours des années précédant l'année d'octroi de la subvention peuvent être considérés pour l'exercice d'octroi de la subvention comme des avances de l'année en cours.

Le solde disponible des années antérieures peut être utilisé pour couvrir les dépenses inhérentes à l'année budgétaire en cours.

Art. 8. § 1^{er}. À des fins d'octroi et de contrôle de l'utilisation des subventions, les centres traitent et communiquent à l'opérateur technique et administratif les catégories d'informations suivantes, relatives à la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et des bénéficiaires de l'aide sociale équivalente :

1° les données d'identification du travailleur :

a) son nom et son prénom;

b) son adresse;

c) sa date de naissance;

d) son numéro d'identification à la sécurité sociale;

e) son numéro d'inscription au Registre national des personnes physiques;

f) sa nationalité;

2° les données relatives au statut du travailleur :

a) le fait qu'il soit cohabitant, isolé, ou à charge de famille;

b) pour un étranger, la catégorie portant sur son droit de séjour;

3° les données relatives au contrat de travail des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et des bénéficiaires de l'aide sociale équivalente : a) le régime de temps de travail;

b) le numéro de déclaration immédiate à l'emploi;

4° les données relatives à l'utilisateur ou à l'employeur article 61 :

- a) le numéro d'identification de sécurité sociale;
- b) le numéro d'entreprise ou le numéro d'unité d'établissement;
- c) l'adresse;
- d) la forme juridique.

À des fins d'octroi et de contrôle de l'utilisation des subventions, l'opérateur technique et administratif traite et communique aux services que le Gouvernement désigne les catégories d'informations visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. À des fins d'identification, dans leurs échanges relatifs aux données visées au paragraphe 1^{er}, les services que le Gouvernement désigne pour assurer la mise en oeuvre du présent décret, l'opérateur technique et administratif, et le centre sont autorisés à utiliser les numéros suivants :

1° le numéro d'identification du chercheur d'emploi au Registre national, s'il s'agit de données relatives à une personne physique inscrite au Registre national;

2° le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale, visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit de données relatives à une personne physique non inscrite au Registre national.

§ 3. L'opérateur technique et administratif et le centre qui échangent avec les services que le Gouvernement désigne pour assurer la mise en oeuvre du présent décret, des données relatives aux travailleurs mis à l'emploi, en raison de leur mission de service public consistant pour le centre en l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et des bénéficiaires de l'aide sociale équivalente et pour l'opérateur technique et administratif en l'octroi, la liquidation et la récupération des subventions, sont responsables du traitement de leurs données dans le cadre de cette mission.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser, parmi les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 les informations échangées et déterminer les modalités de l'échange d'informations.

§ 5. Les données obtenues par les responsables de traitement et échangées dans le cadre du présent article ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une date maximale de conservation qui ne peut pas dépasser le 31 décembre de l'année au cours de laquelle :

1° est intervenue la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement, le cas échéant;

2° est intervenu le paiement définitif des subventions octroyées sur la base du décret;

3° est intervenue la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Section 5. — Indexation

Art. 9. Les subventions visées à l'article 5, § § 4bis et 4ter, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale et aux articles 36, 37 et 38 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, sont indexées chaque année selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Section 6. — Évaluation

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement, selon les modalités qu'il définit, évalue, en collaboration avec le FOREm, au moins une fois tous les trois ans, le parcours d'insertion des personnes mises à l'emploi en application des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'optimiser l'efficacité du dispositif prévu par et en vertu du présent décret. Cette évaluation porte sur les résultats d'insertion à six mois et à douze mois après la fin du contrat de travail, et évalue le caractère stable et durable de l'insertion.

§ 2. Afin de procéder à l'évaluation visée au paragraphe 1^{er}, les services que le Gouvernement désigne traitent et communiquent au FOREm les catégories d'informations visées à l'article 8.

§ 3. Afin de procéder à l'évaluation visée au paragraphe 1^{er}, le centre traite et communique aux services que le Gouvernement désigne et selon les modalités qu'il détermine, les catégories d'informations suivantes, relatives à la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et des bénéficiaires de l'aide sociale équivalente :

1° les données relatives au sexe des travailleurs;

2° la fonction exercée;

3° le type de contrat, s'il s'agit d'un contrat de remplacement, conclu à durée déterminée, ou conclu à durée indéterminée;

4° la date de début du contrat;

5° la date de fin de contrat;

6° le numéro d'inscription du travailleur auprès du FOREm;

7° la formation du travailleur;

8° le niveau d'étude du travailleur;

9° les dates de début et de fin des formations du travailleur ainsi que les métiers appris;

10° la mesure de la mise à l'emploi activée pour le travailleur;

11° l'objectif de la mesure activée.

Afin de procéder à l'évaluation visée au paragraphe 1^{er}, les services que le Gouvernement désigne traitent et communiquent au FOREm les catégories d'informations visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Les données obtenues par les responsables de traitement et échangées dans le cadre du présent article ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une date maximale de conservation qui ne dépasse pas le 31 décembre de l'année qui suit la réception et la validation de l'évaluation par les services que le Gouvernement désigne.

CHAPITRE 3. — *Dispositions spécifiques relatives aux initiatives d'économie sociale*

Art. 11. Lorsque le centre bénéficie d'une subvention visée aux articles 36, § 2, et 38, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou d'une subvention visée aux articles 5, § 4bis, alinéa 2, et 5, § 4ter, alinéa 2, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, pour la mise à l'emploi d'un travailleur auprès d'une initiative d'économie sociale, l'accompagnement professionnel du travailleur, tel que visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, peut être délégué, en tout ou en partie, à l'utilisateur, ou à l'employeur article 61.

L'utilisateur et l'employeur article 61 à qui l'accompagnement professionnel est délégué informe le centre, au plus tard au terme du contrat de travail, des actions entreprises avec le travailleur en vue de son insertion durable sur le marché de l'emploi.

Art. 12. Les modalités de délégation de l'accompagnement professionnel visée à l'article 11 sont déterminées dans la convention visée à l'article 60, § 7, alinéa 5, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou dans la convention visée à l'article 61 de la loi de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

CHAPITRE 4. — *Contrôle*

Art. 13. Le Gouvernement définit les modalités de contrôle et de surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le contrôle visé à l'alinéa 1^{er} peut s'opérer sur la base d'un échantillon de centres sélectionnés selon une méthodologie que le Gouvernement détermine. Le contrôle peut s'exercer, par centre, sur un échantillon de dossiers de mises à l'emploi, sélectionnés sur la base d'une méthodologie que le Gouvernement détermine.

Art. 14. Les services que le Gouvernement désigne assurent le contrôle et la surveillance des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Pour le contrôle et la surveillance visés à l'alinéa 1^{er}, les services que le Gouvernement désigne ont libre accès aux locaux et toutes les facilités leur sont accordées pour le contrôle de tous les documents administratifs. Le centre leur fournit à leur demande toute information dont ils disposent et qui s'avère nécessaire au contrôle.

CHAPITRE 5. — *Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 15. § 1^{er}. Dans la Partie 2, Livre 1^{er}, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Titre VI, comportant les articles 147 à 149, est abrogé.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les articles 147 à 149 restent d'application pour l'octroi et jusqu'à la liquidation de l'ensemble des subventions visées à l'article 148 dues aux centres pour les prestations accomplies par les ayants droits durant l'exercice 2024.

CHAPITRE 6. — *Modification de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale*

Art. 16. À l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 4bis est remplacé par ce qui suit :

" § 4bis. Une subvention forfaitaire de 2 433 euros par mois pour une occupation à temps plein est due au centre lorsqu'il agit en qualité d'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale pour une personne visée au paragraphe 4.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les limites des crédits budgétaires et selon les modalités que le Gouvernement détermine, une subvention forfaitaire majorée de 2 935 euros par mois pour une occupation à temps plein est octroyée pour la mise à disposition du travailleur auprès d'initiatives d'économie sociale. L'utilisateur ne complète pas la subvention en versant une contrepartie financière au centre.

La mise à disposition visée à l'alinéa 2 se fait au sein des activités pour lesquelles l'initiative d'économie sociale est agréée.

Le centre ne rétrocède pas la subvention visée aux alinéas 1^{er} et 2 tout ou en partie à l'utilisateur.

La subvention visée aux alinéas 1^{er} et 2 est forfaitaire, ce qui signifie qu'elle est destinée au paiement :

1^o du coût relatif à l'engagement du travailleur;

2^o des frais d'accompagnement par le centre;

3^o des frais d'encadrement et de formation si le travailleur est occupé par le centre.

En cas de mise à disposition, les frais d'encadrement et de formation sont à charge de l'utilisateur.

En application de l'alinéa 5, le Gouvernement définit les dépenses admises en justification de la subvention.

En cas de mise à disposition, l'utilisateur complète la subvention visée à l'alinéa 1^{er} par une contrepartie financière qu'il verse au centre et dont le montant est de :

1^o dix à vingt pour cent du montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} lorsque la mise à disposition se fait chez un utilisateur du secteur non marchand;

2^o trente à quarante pour cent du montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} lorsque la mise à disposition se fait chez un utilisateur du secteur marchand.

Le Gouvernement peut modifier les fourchettes visées à l'alinéa 7, 1^o et 2^o.

Le montant de la contrepartie financière est précisé dans la convention visée à l'article 60, § 7, alinéa 5, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

La durée d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} et 2 ne dépasse pas :

1^o la durée nécessaire pour l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales;

2^o six mois lorsque le contrat de travail porte sur un régime de travail à temps partiel qui ne permet pas l'obtention du bénéfice complet des allocations visées à l'alinéa 10, 1^o.

La subvention est due au centre jusqu'au terme des périodes visées à l'alinéa 10, 1^o et 2^o, même si la situation familiale ou financière de l'ayant droit mis au travail est modifiée pendant la durée du contrat de travail ou s'il s'établit dans une autre commune. Le régime de travail n'est pas inférieur à un mi-temps.

Par dérogation à l'alinéa 13, le régime de travail peut être inférieur à un mi-temps si le contrat de travail complète un autre contrat de travail à temps partiel et permet au travailleur l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales.

Le Gouvernement définit les conditions d'octroi des subventions visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Le Gouvernement précise les limites d'octroi des subventions visées à l'alinéa 2. ”; 2° le paragraphe 4^{ter} est remplacé par ce qui suit :

” § 4^{ter}. Une subvention forfaitaire de 2 433 euros par mois pour une occupation à temps plein est due au centre lorsqu'il conclut pour un bénéficiaire visé au paragraphe 4 une convention en matière d'emploi en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les limites des crédits budgétaires et selon les modalités que le Gouvernement détermine, une subvention forfaitaire majorée de 2 935 euros par mois pour une occupation à temps plein est octroyée pour la mise à l'emploi du travailleur auprès d'initiatives d'économie sociale.

La mise à l'emploi visée à l'alinéa 2 se fait au sein des activités pour lesquelles l'initiative d'économie sociale est agréée.

La subvention forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er} est destinée au paiement :

- 1° du coût relatif à l'engagement du travailleur;
- 2° des frais d'accompagnement par le centre;
- 3° des frais d'encadrement; 4° des frais de formation.

Le centre rétrocède à l'employeur article 61, sans qu'il ne puisse être supérieur au coût de la rémunération du travailleur, un montant correspondant :

- 1° au montant de la subvention duquel est déduit un montant égal à dix à vingt pour cent du montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, lorsque la mise à l'emploi se fait au sein du secteur non marchand;
- 2° au montant de la subvention duquel est déduit un montant égal à trente à quarante pour cent du montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} lorsque la mise à l'emploi se fait au sein du secteur marchand;
- 3° au montant de la subvention visée à l'alinéa 2 lorsque la mise à l'emploi se fait au sein d'une initiative d'économie sociale.

Le Gouvernement peut modifier les montants visés à l'alinéa 5, 1° et 2°.

Le montant de la rétrocession est précisé dans la convention visée à l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

En application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement définit les dépenses admises en justification de la subvention ainsi que les modalités de rétrocession de la subvention à l'employeur article 61.

La durée d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} ne dépasse pas :

- 1° la durée nécessaire pour l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales;
- 2° six mois lorsque le contrat de travail porte sur un régime de travail à temps partiel qui ne permet pas l'obtention du bénéfice complet des allocations visées à l'alinéa 9, 1°.

La subvention est due au centre jusqu'au terme des périodes visées à l'alinéa 9, 1° et 2°, même si la situation familiale ou financière du travailleur est modifiée pendant la durée du contrat de travail ou s'il s'établit dans une autre commune.

L'engagement prend la forme d'un contrat de travail tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Le régime de travail n'est pas inférieur à un mi-temps.

Par dérogation à l'alinéa 12, le régime de travail peut être inférieur à un mi-temps si le contrat de travail complète un autre contrat de travail à temps partiel et permet au travailleur l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales.

Le Gouvernement définit les conditions d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}. ”;

3° l'article est complété par un paragraphe 4^{quinqies} rédigé comme suit :

” § 4^{quinqies}. La surveillance et le contrôle de l'article 5, § § 4^{bis} et 4^{ter} sont exercés conformément aux dispositions prévues par ou en vertu de l'article 14 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente. ”.

CHAPITRE 7. — Modifications de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale

Art. 17. Dans l'article 60 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

” § 7. Si un ayant droit à l'aide sociale financière en application de la loi du

26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, doit justifier de sa disposition à travailler, le centre prend toutes les dispositions de nature à lui permettre l'insertion socioprofessionnelle. Le cas échéant, le centre fournit cette forme d'aide sociale en agissant lui-même comme employeur pour la période visée.

La durée de la mise à l'emploi visée à l'alinéa 1^{er}, n'est pas supérieure à la durée nécessaire à la personne mise au travail en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales.

Par dérogation à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, le centre peut mettre les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par un centre public d'action sociale, en application du présent paragraphe, à la disposition de toute personne morale de droit public ou de droit privé, dénommés ” utilisateurs externes ”.

Pour l'application de l'alinéa 3, lorsque l'emploi d'insertion est exécuté au sein d'un service du centre, ce dernier est dénommé " utilisateur interne ".

Avant le début de la mise à disposition du travailleur visée à l'alinéa 3, le centre, l'utilisateur, et le travailleur établissent une convention qui précise :

- 1° la nature de la mission dévolue au travailleur;
- 2° les conditions de la mise à disposition;
- 3° la durée de la mise à disposition.

L'utilisateur, interne ou externe, est responsable de l'application du code du bien-être au travail pendant la période de mise à disposition. "

Art. 18. Dans l'article 62ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les mots " aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi " sont remplacés par les mots " à l'article 13 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente ".

*CHAPITRE 8. — Modification de la loi du 22 décembre 1995
portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi*

Art. 19. L'article 33 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, modifié en dernier lieu par la loi du 24 avril 2014, est abrogé.

CHAPITRE 9. — Modifications de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale

Art. 20. L'article 36 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale est remplacé par ce qui suit :

" Art. 36. § 1^{er}. Une subvention forfaitaire de 2 433 euros par mois pour une occupation à temps plein est due au centre lorsqu'il agit en qualité d'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans les limites des crédits budgétaires et selon les modalités que le Gouvernement détermine, une subvention forfaitaire majorée de 2 935 euros par mois pour une occupation à temps plein est octroyée pour la mise à disposition du travailleur auprès d'initiatives d'économie sociale.

La mise à disposition visée à l'alinéa 1^{er} se fait au sein des activités pour lesquelles l'initiative d'économie sociale est agréée.

§ 3. Le centre ne rétrocède pas en tout ou en partie la subvention visée aux paragraphes 1^{er} et 2 à l'utilisateur.

La subvention visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est forfaitaire, ce qui signifie qu'elle est destinée au paiement du coût relatif à l'engagement du travailleur, aux frais d'accompagnement par le centre, ainsi qu'aux frais d'encadrement et de formation si le travailleur est occupé par le centre. En cas de mise à disposition, les frais d'encadrement et de formation sont à charge de l'utilisateur.

Pour l'application de l'alinéa 2, le Gouvernement définit les dépenses admises en justification de la subvention.

§ 4. La subvention visée au paragraphe 1^{er} est complétée, en cas de mise à disposition, par une contrepartie financière versée par l'utilisateur au centre, et dont le montant est :

1° de dix à vingt pour cent du montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} lorsque la mise à disposition se fait chez un utilisateur du secteur non marchand;

2° de trente à quarante pour cent du montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} lorsque la mise à disposition se fait chez un utilisateur du secteur marchand.

Le Gouvernement peut modifier les fourchettes visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Le montant de la contrepartie financière est précisé dans la convention visée à l'article 60, § 7, alinéa 5, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

L'utilisateur ne complète pas la subvention visée au paragraphe 2 par une contrepartie financière versée au centre.

§ 5. La durée d'octroi de la subvention visée aux paragraphes 1^{er} et 2 ne dépasse pas :

1° la durée nécessaire pour l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales;

2° six mois lorsque le contrat de travail porte sur un régime de travail à temps partiel qui ne permet pas l'obtention du bénéfice complet des allocations visées au paragraphe 5, 1°.

La subvention est due au centre jusqu'au terme des périodes visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, même si la situation familiale ou financière du travailleur est modifiée pendant la durée du contrat de travail ou s'il s'établit dans une autre commune.

§ 6. L'engagement prend la forme d'un contrat de travail tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le régime de travail n'est pas inférieur à un mi-temps.

Par dérogation à l'alinéa 2, le régime de travail peut être inférieur à un mi-temps si le contrat de travail complète un autre contrat de travail à temps partiel et permet au travailleur l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales.

§ 7. Le Gouvernement définit les conditions d'octroi des subventions visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

Le Gouvernement précise les limites d'octroi des subventions visées au paragraphe 2.

§ 8. La surveillance et le contrôle du présent article sont exercés conformément aux dispositions prévues par ou en vertu de l'article 13 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente. ”.

Art. 21. L'article 37 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

” Art. 37. Par dérogation à l'article 36, § 1^{er}, lorsque le centre agit en qualité d'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le montant de la subvention forfaitaire est de 2 817 euros par mois pour une occupation à temps plein, afin de réaliser le droit à l'intégration sociale par l'emploi visé à l'article 6. ”.

Art. 22. L'article 38 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

” Art. 38. § 1^{er}. Une subvention forfaitaire de 2 433 euros par mois pour une occupation à temps plein est due au centre lorsqu'il conclut pour un bénéficiaire une convention en matière d'emploi en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans les limites des crédits budgétaires et selon les modalités que le Gouvernement détermine, une subvention forfaitaire majorée de 2 935 euros par mois pour une occupation à temps plein est octroyée pour la mise à l'emploi du travailleur auprès d'initiatives d'économie sociale.

La mise à l'emploi visée à l'alinéa 1^{er} se fait au sein des activités pour lesquelles l'initiative d'économie sociale est agréée.

§ 3. La subvention forfaitaire visée au paragraphe 1^{er} est destinée au paiement :

- 1° du coût relatif à l'engagement du travailleur;
- 2° des frais d'accompagnement par le centre;
- 3° des frais d'encadrement; 4° des frais de formation.

Le centre rétrocède à l'employeur article 61, sans qu'il ne soit supérieur au coût de la rémunération du travailleur, un montant correspondant :

1° au montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} duquel est déduit un montant égal à dix à vingt pour cent du montant de la subvention, lorsque la mise à l'emploi se fait au sein du secteur non marchand;

2° au montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} duquel est déduit un montant égal à trente à quarante pour cent du montant de la subvention lorsque la mise à l'emploi se fait au sein du secteur marchand;

3° au montant de la subvention visée au paragraphe 2 lorsque la mise à l'emploi se fait au sein d'une initiative d'économie sociale.

Le Gouvernement peut modifier les montants visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Le montant de la rétrocession est précisé dans la convention visée à l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement définit les dépenses admises en justification de la subvention ainsi que les modalités de rétrocession de la subvention à l'employeur article 61.

§ 4. La durée d'octroi de la subvention visée au paragraphe 1^{er} ne dépasse pas :

- 1° la durée nécessaire pour l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales;
- 2° six mois lorsque le contrat de travail porte sur un régime de travail à temps partiel qui ne permet pas l'obtention du bénéfice complet des allocations visées au paragraphe 3, 1°.

La subvention est due au centre jusqu'au terme des périodes visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, même si la situation familiale ou financière du travailleur est modifiée pendant la durée du contrat de travail ou s'il s'établit dans une autre commune.

§ 5. L'engagement prend la forme d'un contrat de travail tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le régime de travail n'est pas inférieur à un mi-temps.

Par dérogation à l'alinéa 2, le régime de travail peut être inférieur à un mi-temps si le contrat de travail complète un autre contrat de travail à temps partiel et permet au travailleur l'obtention du bénéfice complet d'allocations sociales.

§ 6. Le Gouvernement définit les conditions d'octroi de la subvention visée au paragraphe 1^{er}.

§ 7. La surveillance et le contrôle de la présente disposition sont exercés conformément aux dispositions prévues par ou en vertu de l'article 13 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente. ”.

Art. 23. À la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 338/1, inséré par le décret du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 2 février 2017, les mots ” des sous-sections 2, 3, 10, 12, 13 et 14 ” sont chaque fois remplacés par les mots ” des sous-sections 2, 3, 10, 12, et 13 ”;

2° dans l'article 338/2, inséré par le décret du 28 avril 2016 et remplacé par le décret du 28 février 2019 visé, les mots ” à 353bis/14 ” sont remplacés par les mots ”, 353bis/13 ”;

3° dans le Titre IV, chapitre 7, section 3, la sous-section 14 comportant l'article 353bis/14, insérée par la loi du 24 avril 2014, est abrogée.

CHAPITRE 10. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 24. § 1^{er}. Les mises à l'emploi pour lesquelles une entrée en service a lieu avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux dispositions relatives aux contreparties financières en vigueur avant cette date jusqu'au terme du contrat de travail.

§ 2. Les conventions conclues dans le cadre des mises à l'emploi visées au paragraphe 1^{er} continuent à produire leurs effets après l'entrée en vigueur du présent décret, moyennant leur adaptation conformément au présent décret, dans l'année de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

Valérie DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1698 (2023-2024) N^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204496]

29 APRIL 2024. — Decreet betreffende de toekenning van subsidies aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de tewerkstelling van gerechtigden op maatschappelijke integratie of van daarmee gelijkgestelde maatschappelijke hulp (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° het centrum: elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gelegen in een Franstalig gebied;

2° het initiatief van sociale economie :

a) de structuur erkend krachtens het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, of elke gelijkaardige wetgeving van toepassing in het Vlaams Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) elk centrum voor socioprofessionele inschakeling erkend krachtens het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

c) het initiatief tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort "I.D.E.S.S.", erkend krachtens het decreet van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S." "

d) het hergebruiksbedrijf zoals bedoeld in artikel 1, 8° van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

e) het bedrijf voor aangepast werk zoals bedoeld in Deel Twee, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

f) de buurtregie erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2013 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen,

3° de gebruiker : de rechtspersoon of natuurlijke persoon aan wie een werknemer ter beschikking wordt gesteld overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° een gebruiker uit de non-profitsector: een gebruiker die in het kader van zijn activiteiten een belangeloos doel nastreeft in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

5° een gebruiker uit de commerciële sector: een gebruiker die in het kader van zijn activiteiten een doel nastreeft dat niet als belangeloos kan worden beschouwd in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

6° de werkgever artikel 61: de natuurlijke of rechtspersoon die met een werknemer een arbeidsovereenkomst sluit in de zin van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

7° de administratieve en technische operator: de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie;

8° de indienstreding: de dag waarop de werknemer de arbeidsovereenkomst begint uit te voeren.

Voor de toepassing van lid 1, 4°, wordt verondersteld te voldoen aan de definitie van een gebruiker in de non-profitsector:

1° de verenigingen zonder winstoogmerk zoals bedoeld in artikel 1: 6, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen

2° de stichtingen van openbaar nut zoals bedoeld in artikel 1: 7, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen

3° de overheden;

4° de openbare huisvestingsmaatschappij

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling 1. — Ondersteuning vanuit het centrum

Art. 2. § 1. Door regelmatige ontmoetingen met de werknemer garandeert het centrum sociale en professionele ondersteuning tijdens de hele tewerkstellingsperiode.

De Regering bepaalt de minimumfrequentie van de gesprekken die het centrum moet voeren.

§ 2. Sociale ondersteuning betekent dat het centrum de werknemer ondersteunt bij het omgaan met de sociale problemen waarmee hij te maken krijgt, zodat deze geen belemmering vormen voor het opdoen van werkervaring en voor integratie op de arbeidsmarkt op de lange termijn.

Loopbaanondersteuning houdt het volgende in op basis van een beoordeling van kwalificaties en vaardigheden :

1° een loopbaanplan ontwikkelen met de werknemer;

2° de identificatie van de acties die tijdens de arbeidsovereenkomst moeten worden ondernomen met het oog op een duurzame integratie op de arbeidsmarkt, met inbegrip van: a) opleiding;

b) de certificering;

c) de validering van de vaardigheden

d) het zoeken naar werk.

§ 3. Uiterlijk drie maanden voor de datum waarop de arbeidsovereenkomst eindigt, bereidt het centrum de overgang naar FOREm van de zorg van de werknemer voor, volgens de procedures bepaald bij of krachtens het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Art. 3. De Regering bepaalt de minimuminhoud van de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 60, § 7, vijfde lid, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, op het vlak van toezicht, begeleiding en vorming.

Afdeling 2. — Verplichtingen van de gebruiker en de werkgever artikel 61

Art. 4. § 1. De interne of externe gebruiker en de werkgever artikel 61:

1° stellen een functiebeschrijving op die aan de werknemer en de instelling wordt meegedeeld volgens de door de Regering vastgelegde procedures;

2° geven de werknemer voldoende tijd om zijn beroepsproject als bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, op te zetten aan een gemiddeld ritme van ten minste een halve dag per week;

3° wijzen onder zijn personeel een referent aan die :

a) verwelkomen werknemers;

b) houden toezicht op de werknemer;

c) ondersteunen de medewerker in alle zaken die betrekking hebben op de functie aangenomen;

d) zorgen voor de opleiding van de werknemer;

4° zetten een regelmatige dialoog op met het centrum om het op de hoogte te brengen van alle sociale of professionele moeilijkheden die de werknemer ondervindt;

5° evalueren de samenwerking met het centrum op het einde van de arbeidsovereenkomst;

6° zorgen ervoor dat werknemers op dezelfde manier worden behandeld als andere werknemers, dat ze worden geïntegreerd in het personeelsbestand, dat ze niet worden gestigmatiseerd en dat hun statuut in de mate van het mogelijke vertrouwelijk blijft.

§ 2. Het centrum en de gebruiker of de werkgever artikel 61 sluiten een overeenkomst met betrekking tot de in paragraaf 1 vermelde verplichtingen voor alle bij de gebruiker ter beschikking gestelde personen.

§ 3. De werkgever artikel 61 mag geen personeel ontslaan met het oog op een aanwerving op basis van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Afdeling 3. — Cumulatie van subsidies

Art. 5. De subsidies toegekend overeenkomstig artikel 5, § 4bis en 4ter, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de artikelen 36, 37 en 38 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, zijn niet cumulatief.

Ze mogen niet toegekend worden op hetzelfde ogenblik als een programma voor wedertewerkstelling zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ze kunnen echter tegelijkertijd worden toegekend met verlagingen van socialezekerheidsbijdragen en maatregelen gericht op de sociale en professionele inschakeling van gehandicapten.

Afdeling 4. — Toekenning, uitbetaling en terugvordering van de subsidies

Art. 6. § 1. Op basis van de informatie waarover hij beschikt via zijn elektronische databank en overeenkomstig de bepalingen van of krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kent de administratieve en technische operator de toegekende subsidies toe, vereffent ze en vordert ze terug overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

De Regering kan de procedures m.b.t. de toekenning, de schorsing, de stopzetting en de terugvordering van de activering van de subsidies bedoeld in lid 1 aanpassen of aanvullen.

§ 2. De Regering beslist, overeenkomstig de procedures die zij vaststelt, over de volledige of gedeeltelijke terugvordering van ten onrechte betaalde subsidies met alle wettelijke middelen, inclusief door verrekening met verschuldigde subsidies.

Art. 7. In afwijking van artikel 61, 5°, b), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, kunnen de bedragen die in de jaren voorafgaand aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend te veel zijn betaald aan de centra, beschouwd worden als voorschotten voor het lopende jaar in het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

Het beschikbare saldo van voorgaande jaren kan worden gebruikt om uitgaven voor het huidige begrotingsjaar te dekken.

Art. 8. § 1. Met het oog op de toekenning en de opvolging van het gebruik van de subsidies verwerken de centra de volgende categorieën van informatie met betrekking tot de tewerkstelling van de gerechtigden op maatschappelijke integratie en de begunstigden van gelijkgestelde maatschappelijke hulp en delen ze deze mee aan de technische en administratieve operator:

1° de identificatiegegevens van de werknemer:

a) zijn naam en achternaam;

b) zijn adres;

c) zijn geboortedatum;

d) zijn socialezekerheidsidentificatienummer;

e) zijn registratienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

f) zijn nationaliteit;

2° de gegevens betreffende het statuut van de werknemer:

a) of hij samenwoont, alleen woont of gezinsleden ten laste heeft;

b) voor vreemdelingen, de categorie met betrekking tot hun verblijfsrecht;

3° de gegevens met betrekking tot de arbeidsovereenkomsten van de begunstigden van het recht op maatschappelijke integratie en van de begunstigden van een gelijkgestelde maatschappelijke hulp: a) de arbeidstijdregelingen;

b) het nummer van de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling;

4° de gegevens betreffende de gebruiker of de werkgever artikel 61:

a) het identificatienummer van de sociale zekerheid;

b) het ondernemingsnummer of het nummer van de vestigingseenheid;

c) het adres;

d) de rechtsvorm;

Met het oog op de toekenning van en de controle op het gebruik van de subsidies verwerkt de technisch-administratieve operator de in lid 1 bedoelde categorieën van informatie en deelt deze mee aan de door de Regering aangeduide diensten.

§ 2. Voor identificatiedoeleinden mogen de diensten die door de Regering zijn aangewezen om toe te zien op de uitvoering van dit decreet, de technische en administratieve operator en het centrum in hun uitwisselingen met betrekking tot de in paragraaf 1 bedoelde gegevens de volgende nummers gebruiken:

1° het identificatienummer van de werkzoekende in het Rijksregister, in het geval van gegevens over een in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke persoon;

2° het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor natuurlijke personen die niet zijn ingeschreven in het Rijksregister.

§ 3. De technisch-administratieve operator en het centrum die gegevens over tewerkgestelde werknemers uitwisselen met de diensten die de Regering aanwijst om de uitvoering van dit decreet te verzekeren, zijn uit hoofde van hun opdracht van openbare dienst bestaande uit, in het geval van het centrum, de socioprofessionele inschakeling van de begunstigden van het recht op maatschappelijke integratie en van de begunstigden van een gelijkgestelde maatschappelijke hulp en, in het geval van de technisch-administratieve operator, de toekenning, betaling en terugvordering van subsidies, verantwoordelijk voor de verwerking van hun gegevens in het kader van deze opdracht.

§ 4. De Regering kan bepalen welke van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden uitgewisseld en de procedures voor de uitwisseling van gegevens vaststellen.

§ 5. Gegevens die zijn verkregen door voor de verwerking verantwoordelijken en uitgewisseld uit hoofde van dit artikel worden niet langer bewaard dan noodzakelijk is voor het doel waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin :

1° de verjaringstermijn is verstreken voor alle acties die onder de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke vallen, indien van toepassing;

2° de definitieve betaling van de subsidies toegekend op basis van het besluit heeft plaatsgevonden;

3° alle daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

Afdeling 5. — Indexering

Art. 9. De subsidies toegekend overeenkomstig artikel 5, § 4bis en 4ter, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de artikelen 36, 37 en 38 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, worden jaarlijks geïndexeerd volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Afdeling 6. — Evaluatie

Art. 10. § 1. De Regering evalueert, volgens de modaliteiten die ze vastlegt, in samenwerking met FOREM, minstens om de drie jaar het inschakelingstraject van de tewerkgestelde personen in toepassing van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op het optimaliseren van de doeltreffendheid van het systeem voorzien door en overeenkomstig dit decreet. Deze evaluatie kijkt naar de resultaten van de inschakeling zes maanden en twaalf maanden na het einde van de arbeidsovereenkomst, en beoordeelt het stabiele en duurzame karakter van de integratie.

§ 2. Om de in paragraaf 1 bedoelde evaluatie uit te voeren, verwerken de door de Regering aangewezen diensten de in artikel 8 bedoelde categorieën informatie en delen deze mee aan FOREM.

§ 3. Om de in paragraaf 1 bedoelde evaluatie uit te voeren, verwerkt het centrum de volgende categorieën gegevens betreffende de tewerkstelling van de gerechtigden op maatschappelijke integratie en de begunstigden van gelijkgestelde maatschappelijke hulp, en deelt deze gegevens mee aan de diensten die de Regering aanwijst, volgens de modaliteiten die zij bepaalt:

1° 2° de gegevens betreffende het geslacht van de werknemer:

2° de beklede functie;

3° het type contract, of het een vervangingscontract voor bepaalde of onbepaalde duur is;

4° de begindatum van het contract;

5° de einddatum van het contract;

6° het registratienummer van de werknemer bij FOREM;

7° de vorming van de werknemer;

8° het opleidingsniveau van de werknemer;

9° begin- en einddatum van hun beroepsopleidingen, en de beroepen die ze hebben aangeleerd;

10° de arbeidsbemiddeling die voor de werknemer is geactiveerd;

11° het doel van de geactiveerde maatregel.

Om de in paragraaf 1 bedoelde evaluatie uit te voeren, verwerken de door de Regering aangewezen diensten de in lid 1 bedoelde categorieën informatie en delen deze mee aan FOREM.

§ 4. Gegevens die zijn verkregen door voor de verwerking verantwoordelijken en uitgewisseld krachtens dit artikel worden niet langer bewaard dan noodzakelijk is voor het doel waarvoor ze worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn van 31 december van het jaar volgend op de ontvangst en validering van de evaluatie door de door de Regering aangewezen diensten.

HOOFDSTUK 3. — Specifieke bepalingen betreffende initiatieven van de sociale economie

Art. 11. Wanneer het centrum een subsidie ontvangt als bedoeld in de artikelen 36, § 2, en 38, § 2, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of een subsidie als bedoeld in de artikelen 5, § 4bis, tweede lid, en 5, § 4ter, tweede lid, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor de plaatsing van een werknemer bij een initiatief van de sociale economie kan de professionele begeleiding van de werknemer, bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, geheel of gedeeltelijk gedelegeerd worden aan de gebruiker, of aan de werkgever artikel 61.

De gebruiker en de werkgever artikel 61aan wie de professionele begeleiding is gedelegeerd, stellen het centrum uiterlijk aan het einde van de arbeidsovereenkomst in kennis van de acties die met de werknemer worden ondernomen met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt.

Art. 12. De modaliteiten voor de delegatie van de professionele begeleiding bedoeld in artikel 11 worden bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 60, § 7, vijfde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of in de overeenkomst bedoeld in artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUKS 4. — Controle

Art. 13. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle op de naleving van dit decreet en van zijuitvoeringsbesluiten.

De in lid 1 bedoelde controle kan worden verricht op basis van een steekproef van centra die is geselecteerd volgens een door de Regering vastgestelde methode. Elk centrum kan controles uitvoeren op een steekproef van tewerkstellingsdossiers, geselecteerd op basis van een door de Regering vastgestelde methodologie.

Art. 14. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle op de naleving van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Met het oog op de in lid 1 bedoelde controle en het toezicht hebben de door de Regering aangewezen diensten vrije toegang tot de gebouwen en krijgen zij alle faciliteiten voor de inzage van alle administratieve documenten. Op hun verzoek geeft het centrum hen alle informatie die nodig is voor de controle.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 15. § 1. In Deel 2, Boek 1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt Titel VI, die de artikelen 147 tot 149 omvat, opgeheven.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 blijven de artikelen 147 tot en met 149 van toepassing op de toekenning en de vereffening van alle in artikel 148 bedoelde subsidies die verschuldigd zijn aan de centra voor de prestaties van de rechthebbenden tijdens het boekjaar 2024.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;*

Art. 16. In artikel 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 2023, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 4 *bis* wordt vervangen als volgt :

” § 4*bis*. Een forfaitaire toelage van 2.433 euro per maand voor een voltijdse bezetting is verschuldigd aan het centrum wanneer het optreedt als werkgever in de zin van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor een persoon bedoeld in paragraaf 4.

In afwijking van paragraaf 1 wordt, binnen de grenzen van de begrotingskredieten en volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald door de Regering, een verhoogde forfaitaire toelage van 2.935 euro per maand voor een voltijdse betrekking toegekend voor de terbeschikkingstelling van de werknemer aan initiatieven van de sociale economie. De gebruiker vult de toelage niet aan door een financiële bijdrage aan het centrum te betalen.

De in lid 2 bedoelde terbeschikkingstelling vindt plaats binnen de activiteiten waarvoor het initiatief op het gebied van de sociale economie is erkend.

Het centrum wentelt de in de leden 1 en 2 bedoelde toelage niet geheel of gedeeltelijk af op de gebruiker.

De in de leden 1 en 2 bedoelde toelage is forfaitair, wat betekent dat zij bedoeld is voor de betaling van :

1° de kosten om de werknemer aan te werven;

2° de kosten voor de begeleiding door het centrum;

3° de begeleidings- en opleidingskosten als de werknemer in dienst is van het centrum.

In het geval van terbeschikkingstelling, worden de kosten voor begeleiding en opleiding gedragen door de gebruiker.

Bij de toepassing van lid 5 bepaalt de Regering welke uitgaven in aanmerking komen voor de toelage.

In geval van verstrekking vult de gebruiker de in lid 1 bedoelde toelage aan met een financiële bijdrage aan het centrum ten bedrage van :

1° tien tot twintig procent van het bedrag van de toelage bedoeld in het eerste lid wanneer de terbeschikkingstelling wordt verstrekt aan een gebruiker uit de non-profitsector;

2° dertig tot veertig procent van het bedrag van de toelage bedoeld in lid 1 wanneer de terbeschikkingstelling wordt toegekend aan een gebruiker uit de commerciële sector.

De Regering kan de marges bedoeld in het zevende lid, 1° en 2°, wijzigen.

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 60, § 7, vijfde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De duur van de toelage als bedoeld in lid 1 en 2 bedraagt ten hoogste :

1° de tijd die nodig is om volledige socialezekerheidsuitkeringen te verkrijgen;

2° zes maanden als het gaat om een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid die geen volledig recht geeft op de uitkeringen bedoeld in lid 10, 1°.

De toelage is verschuldigd aan het centrum tot het einde van de periodes bedoeld in paragraaf 10, 1° en 2°, zelfs als de familiale of financiële toestand van de tewerkstellingsgerechtigde wijzigt tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst of als hij verhuist naar een andere gemeente. De arbeidsregeling is niet minder dan halftijds.

In afwijking van lid 13 kan de arbeidsregeling minder dan halftijds zijn als de arbeidsovereenkomst een aanvulling vormt op een andere deeltijdse arbeidsovereenkomst en de werknemer recht geeft op volledige socialezekerheidsuitkeringen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste en tweede lid bedoelde toelage.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde toelage. ”;

2° paragraaf 4*ter* wordt vervangen als volgt :

” § 4*ter*. Een forfaitaire subsidie van 2.433 euro per maand voor voltijdse bezetting is verschuldigd aan het centrum wanneer het een arbeidsovereenkomst sluit met een begunstigde bedoeld in paragraaf 4 in toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

In afwijking van paragraaf 1 wordt, binnen de grenzen van de begrotingskredieten en volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald door de Regering, een verhoogde forfaitaire toelage van 2.935 euro per maand voor een voltijdse betrekking toegekend voor de tewerkstelling van de werknemer bij initiatieven van de sociale economie.

De in lid 2 bedoelde tewerkstelling vindt plaats binnen de activiteiten waarvoor het initiatief van de sociale economie is erkend.

De in lid 1 bedoelde forfaitaire toelage is bestemd voor de betaling van :

1° de kosten om de werknemer aan te werven;

2° de kosten voor de begeleiding door het centrum;

3° begeleidingskosten; 4° opleidingskosten.

Het centrum betaalt de werkgever artikel 61 een bedrag dat niet hoger mag zijn dan de kosten van de bezoldiging van de werknemer en dat overeenkomt met:

1° het bedrag van de toelage waarop een bedrag gelijk aan tien tot twintig procent van het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid in mindering wordt gebracht wanneer de tewerkstelling gebeurt in de non-profitsector;

2° het bedrag van de subsidie waarop een bedrag gelijk aan dertig tot veertig procent van het bedrag van de subsidie bedoeld in lid 1 in mindering wordt gebracht wanneer de tewerkstelling gebeurt in de commerciële sector;

3° het bedrag van de toelage bedoeld in lid 2 wanneer de tewerkstelling gebeurt binnen een initiatief van de sociale economie.

De Regering kan de in het vijfde lid, 1° en 2° bedoelde bedragen wijzigen.

Het bedrag van de teruggave is vastgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Bij de toepassing van het eerste lid bepaalt de Regering welke uitgaven kunnen worden aangewend om de toelage te rechtvaardigen en op welke wijze de toelage aan de werkgever artikel 61 wordt terugbetaald.

De toekenningsduur van de in lid 1 bedoelde toelage bedraagt ten hoogste:

1° de tijd die nodig is om volledige socialezekerheidsuitkeringen te verkrijgen;

2° zes maanden als het gaat om een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid die geen volledig recht geeft op de uitkeringen bedoeld in lid 9, 1°.

De toelage is verschuldigd aan het centrum tot het einde van de periodes bedoeld in lid 9, 1° en 2°, zelfs als de familiale of financiële toestand van de werknemer wijzigt tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst of als hij verhuist naar een andere gemeente.

De aanwerving heeft de vorm van een arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. De arbeidsregeling is niet minder dan halftijds.

In afwijking van lid 12 kan de arbeidsregeling minder dan halftijds zijn als de arbeidsovereenkomst een aanvulling vormt op een andere deeltijdse arbeidsovereenkomst en de werknemer recht geeft op volledige socialezekerheidsuitkeringen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde toelage. ”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4 *quinquies*, luidend als volgt:

” § 4 *quinquies*. Het toezicht en de controle van artikel 5, § § 4bis en 4ter worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij of krachtens artikel 14 van het decreet van 29 april 2024 betreffende de toekenning van subsidies aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de tewerkstelling van begunstigden van het recht op maatschappelijke integratie of van daarmee gelijkgestelde maatschappelijke hulp. ”.

Afdeling 7 - Wijzigingen in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 17. In artikel 60, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, wordt paragraaf 7 vervangen als volgt:

” § 7. Als een persoon die recht heeft op financiële sociale hulp in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, moet bewijzen dat hij bereid is om te werken, neemt het centrum alle maatregelen voor zijn socio-professionele inschakeling.

In voorkomend geval biedt het centrum deze vorm van maatschappelijke hulp door op te treden als werkgever voor de periode in kwestie.

De periode van de tewerkstelling bedoeld in lid 1, mag niet langer zijn dan de periode die voor de tewerkgestelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen.

In afwijking van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kan het centrum werknemers die op basis van een arbeidsovereenkomst ter beschikking zijn gesteld door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, in toepassing van deze paragraaf ter beschikking stellen van elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, ”externe gebruikers” genoemd.

Voor de toepassing van lid 3, wanneer de inschakelingsbaan wordt uitgevoerd binnen een dienst van het centrum, wordt deze laatste een ”interne gebruiker” genoemd.

Voordat de werknemer ter beschikking wordt gesteld als bedoeld in lid 3, stellen het centrum, de gebruiker en de werknemer een overeenkomst op waarin het volgende wordt gespecificeerd :

1° de aard van de opdracht die aan de werknemer is toegewezen;

2° de voorwaarden waaronder hij ter beschikking zal worden gesteld; 3° de periode gedurende dewelke hij ter beschikking zal worden gesteld.

De gebruiker, intern of extern, is verantwoordelijk voor de toepassing van de welzijnscode op het werk gedurende de periode van terbeschikkingstelling. ”.

Art. 18. In artikel 62ter, lid 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden ”aan de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid” vervangen door de woorden ”aan artikel 13 van het decreet van 29 april 2024 betreffende de toekenning van subsidies aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de tewerkstelling van gerechtigden op maatschappelijke integratie of van daarmee gelijkgestelde maatschappelijke hulp”.

HOOFDSTUK 8. — *Wijziging van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid*

Art. 19. Artikel 33 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 april 2014, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie*

Art. 20. Artikel 36 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 36. § 1. Een forfaitaire toelage van 2.433 euro per maand voor een voltijdse bezetting is verschuldigd aan het centrum wanneer het optreedt als werkgever in de zin van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt, binnen de grenzen van de begrotingskredieten en volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald door de Regering, een verhoogde forfaitaire toelage van 2.935 euro per maand voor een voltijdse betrekking toegekend voor de terbeschikkingstelling van de werknemer aan initiatieven van de sociale economie.

De in lid 1 bedoelde terbeschikkingstelling vindt plaats binnen de activiteiten waarvoor het initiatief op het gebied van de sociale economie is erkend.

§ 3. Het centrum geeft de in de leden 1 en 2 bedoelde toelage niet geheel of gedeeltelijk door aan de gebruiker.

De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde toelage is een forfaitaire subsidie, dat wil zeggen dat zij bedoeld is om de kosten van het in dienst nemen van de werknemer, de kosten van begeleiding door het centrum en de kosten van begeleiding en opleiding indien de werknemer bij het centrum in dienst is, te betalen. In het geval van terbeschikkingstelling, worden de kosten voor begeleiding en opleiding gedragen door de gebruiker.

Bij de toepassing van lid 2 bepaalt de Regering welke uitgaven in aanmerking komen voor de toelage.

§ 4. De in lid 1 bedoelde toelage wordt in geval van verstrekking aangevuld met een door de gebruiker aan het centrum betaalde financiële bijdrage waarvan het bedrag het volgende is:

1° tien tot twintig procent van het bedrag van de toelage bedoeld in het eerste lid wanneer de terbeschikkingstelling wordt verstrekt aan een gebruiker uit de non-profitsector;

2° dertig tot veertig procent van het bedrag van de toelage bedoeld in lid 1 wanneer de terbeschikkingstelling wordt toegekend aan een gebruiker uit de commerciële sector.

De Regering kan de marges, vermeld in het eerste lid, 1° en 2°, wijzigen.

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 60, § 7, vijfde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De gebruiker vult de toelage bedoeld in paragraaf 2 niet aan door een financiële bijdrage aan het centrum te betalen.

§ 5. De toekenningsduur van de toelage als bedoeld in de paragrafen 1 en 2 bedraagt ten hoogste :

1° de tijd die nodig is om volledige socialezekerheidsuitkeringen te verkrijgen;

2° zes maanden als het gaat om een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid die geen volledig recht geeft op de uitkeringen bedoeld in paragraaf 5, lid 1°.

De toelage is verschuldigd aan het centrum tot het einde van de periodes bedoeld in lid 1, 1° en 2°, zelfs als de familiale of financiële toestand van de werknemer wijzigt tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst of als hij verhuist naar een andere gemeente.

§ 6. De aanwerving heeft de vorm van een arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De arbeidsregeling is niet minder dan halftijds.

In afwijking van lid 2 kan de arbeidsregeling minder dan halftijds zijn als de arbeidsovereenkomst een aanvulling vormt op een andere deeltijdse arbeidsovereenkomst en de werknemer recht geeft op volledige socialezekerheidsuitkeringen.

§ 7. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde toelage.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in paragraaf 2 bedoelde toelage.

§ 8. Het toezicht en de controle van dit artikel worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij of krachtens artikel 13 van het decreet van 29 april 2024 betreffende de toekenning van subsidies aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de tewerkstelling van begunstigen van het recht op maatschappelijke integratie of van daarmee gelijkgestelde maatschappelijke hulp. "

Art. 21. Artikel 37 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 37. In afwijking van artikel 36, § 1, wanneer het centrum optreedt als werkgever in de zin van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, bedraagt het bedrag van de forfaitaire toelage 2.817 euro per maand voor een voltijdse betrekking, teneinde het recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling bedoeld in artikel 6 te vervullen. "

Art. 22. Artikel 38 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 38. § 1. Een forfaitaire subsidie van 2.433 euro per maand voor voltijdse bezetting is verschuldigd aan het centrum wanneer het een arbeidsovereenkomst sluit met een begunstigde bedoeld in paragraaf 4 in toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt, binnen de grenzen van de begrotingskredieten en volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald door de Regering, een verhoogde forfaitaire toelage van 2.935 euro per maand voor een voltijdse betrekking toegekend voor de terbeschikkingstelling van de werknemer aan initiatieven van de sociale economie.

De in lid 1 bedoelde tewerkstelling vindt plaats binnen de activiteiten waarvoor het initiatief van de sociale economie is erkend.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde subsidie is bedoeld voor de betaling van:

- 1° de kosten om de werknemer aan te werven;
- 2° de kosten voor de begeleiding door het centrum;
- 3° begeleidingskosten; 4° opleidingskosten.

Het centrum betaalt de werkgever artikel 61 een bedrag dat niet hoger mag zijn dan de kosten van de bezoldiging van de werknemer en dat overeenkomt met:

- 1° het bedrag van de toelage waarop een bedrag gelijk aan tien tot twintig procent van het bedrag van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 in mindering wordt gebracht wanneer de tewerkstelling gebeurt in de non-profitsector;
- 2° het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid, waarop een bedrag gelijk aan dertig tot veertig procent van het bedrag van de subsidie in mindering wordt gebracht wanneer het gaat om tewerkstelling in de commerciële sector;
- 3° het bedrag van de toelage bedoeld in lid 2 wanneer de tewerkstelling gebeurt binnen een initiatief van de sociale economie.

De Regering kan de in het tweede lid, 1° en 2° bedoelde bedragen wijzigen.

Het bedrag van de teruggave is vastgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Bij de toepassing van het eerste lid bepaalt de Regering welke uitgaven kunnen worden aangewend om de toelage te rechtvaardigen en op welke wijze de toelage aan de werkgever artikel 61 wordt terugbetaald.

§ 4. De toekenningsduur van de toelage als bedoeld in de paragrafen 1 en 2 bedraagt ten hoogste :

- 1° de tijd die nodig is om volledige socialezekerheidsuitkeringen te verkrijgen;
- 2° zes maanden als het gaat om een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid die geen volledig recht geeft op de uitkeringen bedoeld in paragraaf 3, lid 1°.

De toelage is verschuldigd aan het centrum tot het einde van de periodes bedoeld in lid 1, 1° en 2°, zelfs als de familiale of financiële toestand van de werknemer wijzigt tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst of als hij verhuist naar een andere gemeente.

§ 5. De aanwerving heeft de vorm van een arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De arbeidsregeling is niet minder dan halftijds.

In afwijking van lid 2 kan de arbeidsregeling minder dan halftijds zijn als de arbeidsovereenkomst een aanvulling vormt op een andere deeltijdse arbeidsovereenkomst en de werknemer recht geeft op volledige socialezekerheidsuitkeringen.

§ 6. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste paragraaf bedoelde toelage.

§ 7. Het toezicht en de controle van deze bepaling wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij of krachtens artikel 13 van het decreet van 29 april 2024 betreffende de toekenning van subsidies aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de tewerkstelling van begunstigden van het recht op maatschappelijke integratie of van daarmee gelijkgestelde maatschappelijke hulp. ”.

Art. 23. In de programmawet (I) van 24 december 2002 zijn de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 338/1, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016 en gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2017, worden de woorden “overeenkomstig de onderafdelingen 2, 3, 10, 12, 13 en 14” telkens vervangen door de woorden “overeenkomstig de onderafdelingen 2, 3, 10, 12, en 13”.

2° in artikel 338/2, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016 en vervangen bij het decreet van 28 februari 2019 waarnaar wordt verwezen, worden de woorden “tot 353bis/14” vervangen door de woorden “, 353bis/13”;

In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van dezelfde programmawet, wordt de onderafdeling 14, die artikel 353bis/14, ingevoegd bij de wet van 24 april 2014, omvat, opgeheven.

HOOFDSTUK 10. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. § 1. Tewerkstellingen waarvoor een indiensttreding plaatsvindt vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijven onderworpen aan de bepalingen met betrekking tot financiële compensatie tot het einde van de arbeidsovereenkomst.

§ 2. De overeenkomsten die zijn gesloten in het kader van de tewerkstellingen bedoeld in paragraaf 1 blijven van kracht na de inwerkingtreding van dit decreet, behoudens hun aanpassing overeenkomstig dit decreet, in het jaar van de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1698 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008407]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985, 28 juillet 1987, 15 mai 2006 et 8 mai 2019, et l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et §§ 2 à 3 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière modifié par le décret du 18 mai 2022, les articles 7, 14, § 1^{er}, 15, § 6, et 24, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route ;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives ;

Vu le rapport du 20 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu l'avis n^o 186/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis 74958/4 du Conseil d'État, donné le 21 décembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux, conformément à l'article 6, § 2, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, pôle " Mobilité ", du 8 août 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle de transports de marchandises dangereuses par route.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'ADR : l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, conclu à Genève le 30 septembre 1957 ;

2^o le RID : le Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses ;

3^o le véhicule : tout véhicule à moteur, complet ou incomplet, destiné à circuler sur route, pourvu d'au moins quatre roues et ayant, par construction, une vitesse maximale supérieure à vingt-cinq kilomètres par heure, ainsi que ses remorques, à l'exception des véhicules qui se déplacent sur rails, des machines mobiles et des tracteurs agricoles ou forestiers qui sont destinés à l'emploi professionnel ou privé dans l'exploitation agricole, horticole, sylvicole ou piscicole ;

4^o le Ministre : le Ministre qui a le transport des marchandises dangereuses dans ses attributions ;

5^o les classes : les classes de marchandises dangereuses visées au paragraphe 2.1.1.1 de l'ADR ;

6^o le Numéro ONU : le numéro d'identification à quatre chiffres des marchandises dangereuses selon le "Règlement Type", annexé aux "Recommandations relatives au transport de marchandises dangereuses", publié par l'Organisation des Nations unies, dans son édition la plus récente ;